

DREAL UD69-FM
DDPP-SPE-IG

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2025-124,
portant modification des conditions de remise en état de la carrière,
située lieu-dit « La Forêt de l'Aigue » sur le territoire des communes de Saint-Laurent-de-Mûre et
Saint-Pierre-de-Chandieu.**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;

VU le Schéma Régional des Carrières (SRC) de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté préfectoral n°21-520 en date du 8 décembre 2021 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 juin 1990 portant autorisation d'ouverture de la carrière ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 septembre 1994 autorisant l'exploitation de la bande de terrain située sur 10 mètres de la limite entre les carrières GERLAND ROUTES et C.M. MATERIAUX ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 avril 1998 modifiant les conditions de remise en état de la carrière située sur le territoire des communes de Saint-Laurent-de-Mûre et Saint-Pierre-de-Chandieu ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 janvier 1999 autorisant la société Les Agrégats du Rhône à reprendre l'exploitation d'une carrière implantée sur le territoire des communes de Saint-Laurent-de-Mûre et Saint-Pierre-de-Chandieu ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2001 autorisant la Société Carrières de Saint-Laurent à reprendre l'exploitation de la carrière située aux lieux-dits « La Petite Craz » et « La Forêt de l'Aigue » sur le territoire des communes de Saint-Laurent-de-Mûre et Saint-Pierre-de-Chandieu ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2006 imposant des prescriptions complémentaires à la société Carrières de Saint-Laurent concernant la réception des terres polluées traitées issues de la société GRS VALTECH et définissant les règles d'admission des déchets inertes sur la carrière qu'elle exploite sur les territoires des communes de Saint-Laurent-de-Mûre et Saint-Pierre-de-Chandieu ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 mars 2007 imposant des prescriptions complémentaires à la société Carrières de Saint-Laurent pour l'exploitation de la carrière située sur le territoire des communes de Saint-Laurent-de-Mûre et Saint-Pierre-de-Chandieu ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2017 autorisant l'exploitation de la bande de terrain de 10 mètres située à la limite entre les carrières Carrières du Cheval Blanc et Carrières de Saint-Laurent ;

VU le procès verbal de récolement du 11 avril 2008 sur la parcelle ZP 158 de la commune de Saint-Laurent-de-Mûre rétrocédée pour l'utilisation en déchetterie intercommunale ;

VU le dossier de porter à connaissance du 8 janvier 2018, complété le 27 août 2024, de la société Carrières de Saint-Laurent relatif à la modification des conditions de remise en état de la carrière lieu-dit « La Forêt de l'Aigue » sur le territoire des communes de Saint-Laurent-de-Mûre et Saint-Pierre-de-Chandieu ;

VU la demande présentée en date du 22 novembre 2024 par la société Verdolini pour l'enregistrement d'une installation de stockage de déchets inertes (rubriques 2760-3 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Saint-Laurent-de-Mûre ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2025 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement de la société Verdolini a pu être consulté par le public ;

VU les observations du public recueillies entre le 17 février 2025 et le 17 mars 2025 ;

VU les avis des conseils municipaux recueillis entre le 17 février 2025 et le 31 mars 2025 ;

VU le rapport du 14 avril 2025 transmis par le porteur de projet de l'ISDI Verdolini en réponse aux différents avis émis ;

VU le rapport du 17 avril 2025 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courriel du 16 mai 2025 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU la réponse du 28 mai 2025 par courriel de l'exploitant sur le projet d'arrêté;

CONSIDÉRANT que la demande de modifications, effectuée par la société Carrières de Saint-Laurent en date du 8 janvier 2018, complétée le 27 août 2024, pour son exploitation lieu-dit « La Forêt de l'Aigue » sur la commune de Saint-Laurent-de-Mûre et de Saint-Pierre-de-Chandieu est justifiée par l'implantation d'une installation de stockage de déchets inertes sur les parcelles non remises en état ;

CONSIDÉRANT que la remise en état finale de l'installation de stockage de déchets inertes permet une restitution à la cote du terrain naturel comme prescrite initialement à la société Carrières de Saint-Laurent ;

CONSIDÉRANT que l'usage futur des terrains est inchangé, le principe de restitution à vocation agricole étant maintenu ;

CONSIDÉRANT que la consultation des conseils municipaux et du public n'a pas conduit à remettre en cause la mise en place d'une installation de stockage de déchets inertes sur les parcelles non remblayées de la commune de Saint-Laurent-de-Mûre ;

CONSIDÉRANT l'arrêté préfectoral modifié du 12 juin 1990 délivré au titre des installations classées pour la protection de l'environnement relève du régime de l'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT par conséquent que le porter à connaissance doit être considéré comme une demande de modification de l'autorisation environnementale susvisée, au titre des articles L.181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces modifications ne revêtent pas un caractère substantiel puisqu'il n'y a pas d'aggravation des dangers ou inconvénients présentés par la carrière lieu-dit « La Forêt de l'Aigue » exploité par la société Carrières de Saint-Laurent ;

CONSIDÉRANT que la présentation en Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) n'est pas nécessaire, en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La société Carrières de Saint-Laurent, dont le n° SIREN 378 416 028 RCS LYON et dont le siège social est situé à l'adresse RD 147/Route de Toussieu à Saint-Laurent-de Mûre, autorisée à exploiter la carrière lieu-dit « La Forêt de l'Aigue » sur le territoire des communes de Saint-Laurent-de-Mûre et Saint-Pierre-de-Chandieu, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 – ARTICLE MODIFIÉ.

Les dispositions de l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 1990 modifiées par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 1996 susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 8.2 – En fin d'exploitation :

La zone Ouest (ZP 159, ZP 160, ZP 161, ZP 185, ZP 186, AH 356, AH 355, AH 125, AH 354, AH 353), de 8,1 ha, est restituée au niveau du terrain naturel, intégrant une pente des terrains de l'ordre de 1 % pour éviter la stagnation des eaux. Un régalage des terres de découverte, en deux horizons distincts ainsi qu'un engazonnement sont effectués.

La zone Est (ZP 150, ZP 151, ZP 152, ZP 153, ZP 154, ZP 155 et ZP 156) est restituée à la cote maximale de 230 m NGF à la suite d'un remblaiement partiel. Un régalage partiel est réalisé sur les parcelles ZP 155 et ZP 156. La poursuite d'activité de remblaiement s'effectue au titre d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) afin que les parcelles soient restituées à la cote du terrain naturel. »

ARTICLE 3 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée aux mairies de Saint-Laurent-de-Mûre et Saint-Pierre-de-Chandieu et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairies de Saint-Laurent-de-Mûre et Saint-Pierre-de-Chandieu pendant une durée minimum d'un mois.

Les maires de Saint-Laurent-de-Mûre et Saint-Pierre-de-Chandieu feront connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône - direction départementale de la protection des populations - 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (Société Carrières de Saint-Laurent, RD 147/Route de Toussieu à Saint-Laurent-de Mûre), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées et les maires de Saint-Laurent-de-Mûre et Saint-Pierre-de-Chandieu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société Carrières de Saint-Laurent.